



Semaine du 17 au 23 décembre 2007 n° **194**

Sommaire

- **Santé au travail** : l'Ugict-CGT dénonce la « valse des médecins du travail »
- **Fonction publique** : agenda social chargé pour le début 2008
- **Areva** : inquiétudes sur l'éclatement du groupe
- **INRAP** : les archéologues en manif à Paris
- **Radio France Internationale** : les syndicats demandent des garanties à Kouchner et Albanel
- **France 2** : cinq syndicats votent un droit d'alerte sur le projet de réforme
- **Presse** : Sarkozy « évacue le problème » de l'indépendance
- **Chiffres du chômage** : le calcul cynique du gouvernement
- **Livret A** : les syndicats lancent une campagne pour sa sauvegarde
- **Retraite** : pour 57 % des « quinquas », le plus tôt sera le mieux
- **Alitalia** : les syndicats menacent d'un mouvement dur pendant les fêtes
- **Confédération Syndicale Internationale** : les syndicats s'engagent sur les « emplois verts »
- **Éducation** : grandes manoeuvres de Darcos sur les Bac pro
- **Appel** : valider le test de dépistage du cancer

Édito **Sarkozy, l'homme pressé**

Alors que la négociation entre le patronat et les organisations syndicales sur la réforme du marché du travail se mène à un rythme hebdomadaire soutenu depuis septembre, le président de la République s'empare du sujet pour le mettre à l'ordre du jour de la conférence sociale qu'il convoque pour mercredi 19 décembre à l'Élysée. Ce faisant, il veut reprendre la main sur des sujets sociaux ultra sensibles, contre l'avis d'ailleurs de tous les partenaires sociaux qui lui ont demandé récemment par écrit de laisser à la négociation le temps d'aboutir. Dans une déclaration commune le 30 novembre, syndicats et patronat s'étaient émus de ces interférences, appelant au « *respect de leur autonomie* » de négociation. Pour eux, la conférence sociale de mercredi permettra « *éventuellement un point d'étape* ». Mais il faut croire que Nicolas Sarkozy est un homme pressé et compte annoncer des décisions et manifester ses choix. Cette pression réitérée sur le contenu des discussions sera évidemment l'occasion pour lui de faire la promotion de réformes promises dans sa campagne électorale. Avant même la fin des négociations, M. Sarkozy a fait sien le souhait patronal de faire « *la promotion d'un mode de rupture négociée* » du CDI et de « *procédures simplifiées devant les prud'hommes* ». Il a critiqué « l'accumulation de protections qui entourent le contrat de travail ». Le gouvernement souhaite articuler la conférence autour de quatre thèmes : la conditionnalité des allègements de cotisations patronales, la représentativité et le financement des organisations syndicales, le travail dominical, l'assouplissement des 35 heures et la hiérarchisation des accords de branches et d'entreprises. Les syndicats ont manifesté vendredi leur volonté de « *bagarrer ferme* » face aux demandes patronales de nouvelles ruptures de contrats de travail sans licenciement, lors de l'avant-dernière séance de négociations.



sur la réforme du marché du travail programmée avant fin 2007. La CGT, par la voix de Maryse Dumas, a réaffirmé qu'elle n'avait pas de délai, et qu'elle veut « *aller aussi loin que possible pour obtenir davantage de droits pour les salariés et pour empêcher que le patronat obtienne de nouvelles libertés de licenciement* ». Nicolas Sarkozy a le dialogue social constamment aux lèvres, mais comme ceux qui en parlent trop, il le foule au pied de manière permanente. C'est ainsi que moins d'une semaine avant cette conférence sociale, les sénateurs de la majorité viennent d'adopter ce qu'il est convenu d'appeler l'amendement Ikéa permettant l'ouverture dominicale des magasins d'ameublement. Grâce une nouvelle fois à un cavalier législatif sans rapport avec les textes en débat, (www.cgt.fr) ils ont fait passer en catimini une vieille revendication des grandes enseignes.

Santé au travail

L'Ugict dénonce la « valse des médecins du travail »

Dans un communiqué, www.ugict.cgt.fr intitulé « Halte à la valse des médecins du travail », l'Ugict-CGT a demandé jeudi 13 décembre au ministère du Travail de « diligenter une enquête sur le taux de rotation des médecins du travail ». L'Ugict-CGT dénonce leur « remplacement systématique » quand ils « dérangent » les employeurs. Elle cite le cas d'IBM à La Gaude (Alpes-Maritimes) où la CGT a récemment dénoncé le changement d'affectation imposé au médecin du travail de l'entreprise à l'origine d'une alerte sur les risques de souffrance mentale encourus par les salariés du site. « Les directions des entreprises ne supportent plus que les médecins du travail contredisent l'impeccable organisation de leur management », affirme l'Ugict-CGT. Selon elle, le cas d'IBM La Gaude illustre « une tendance confirmée au niveau national, sur l'ensemble des sites IBM, où les 2/3 des salariés présentent un taux de stress en augmentation de 34 % en trois ans ». « On ne peut s'interdire de mettre en parallèle cette souffrance accrue au travail avec le transfert d'activités, de services d'IBM à AT&T et à la mise en place du fameux système de notation Personal Business Commitment (PBC) qui oblige les salariés à fixer eux-mêmes leurs objectifs », ajoute-t-elle. « Puisque la pratique de remplacement systématique des médecins qui dérangent semble s'instaurer, nous demandons au ministère du Travail de diligenter une enquête sur leur taux de rotation et de garantir, dans les faits, leur indépendance », écrit-elle. Dans le cas d'IBM, l'Ugict-CGT demande au ministère « d'invalider » la décision de changement de secteur du médecin concerné.



Fonction publique

Agenda social chargé pour le début 2008

Le secrétaire d'État à la Fonction publique André Santini, a présenté vendredi 14 décembre un « agenda social » de discussions et négociations dans la Fonction publique au premier trimestre 2008. L'agenda est proposé en parallèle de celui qui sera présenté le mercredi 19 décembre pour le secteur privé, souligne le ministère dans un communiqué. M. Santini a annoncé des négociations sur le dialogue social pour janvier qui traiteront notamment de la représentativité et des moyens et des droits des organisations syndicales. Une concertation sur la mobilité professionnelle des agents de la Fonction publique est également programmée



pour le même mois, ainsi qu'un comité de suivi sur les accords sur la formation professionnelle signés en novembre 2006. En février aura notamment lieu un Conseil supérieur de la Fonction publique sur la question de la mobilité. Les discussions sur le pouvoir d'achat, qui doivent débiter lundi prochain, se poursuivront également en janvier. Des discussions s'ouvriront le même mois sur le recrutement, les concours et la diversité, ainsi que sur l'encadrement dans la Fonction publique. Enfin, « à compter des mois de mars-avril » s'ouvrira un nouveau chantier sur la santé et la sécurité au travail, précise le ministère.

Areva

Inquiétudes sur l'éclatement du groupe

La CGT d'Areva s'est inquiétée vendredi 14 décembre d'un possible « éclatement » du groupe nucléaire qui conduirait « à des pertes d'emplois et de garanties collectives », si le gouvernement décidait d'ouvrir le capital d'Areva pour un éventuel rapprochement avec Alstom. Le groupe nucléaire français suscite actuellement de nombreuses convoitises, dont celles du pétrolier Total, dernier prétendant en date. « Les projets mis à l'étude sous l'égide du gouvernement français sont susceptibles de conduire à l'éclatement du groupe, de remettre en cause les partenariats ouverts en Europe et dans le monde, de rendre minoritaire la détention publique du groupe et de pénaliser les capacités de recherche nucléaire en France », affirme la CGT.



Inrap

Les archéologues en manif à Paris

Quelque 150 archéologues de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, en grève pour demander plus de moyens, ont manifesté mercredi à Paris à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, Sud et FSU. Ils estiment qu'il manque « des centaines d'emplois » à l'Inrap pour mener à bien une « charge de travail qui par ailleurs s'accroît. De



plus en plus de vestiges archéologiques vont disparaître car ils ne peuvent pas être étudiés, faute de moyens humains », précise la CGT. L'Inrap rassemble quelque 1 700 personnes, pour la plupart archéologues, dont la mission est de diagnostiquer le contenu d'un site qui va faire l'objet d'un chantier, et éventuellement de le fouiller.

Radio France Internationale

Les syndicats demandent des garanties à Kouchner et Albanel

Dans une lettre ouverte publiée vendredi, CFDT, CGC, CGT, FO et SNJ de RFI ont demandé aux ministres de « confirmer l'engagement de l'État à ne pas supprimer d'emplois » au sein de la station. Un rapport sur l'audiovisuel extérieur, qui doit être prochainement présenté au président Nicolas Sarkozy par son conseiller pour l'audiovisuel, Georges-Marc Benamou, préconise la création d'une holding coiffant les chaînes de télévision TV5 Monde, France 24 et RFI. Les syndicats de RFI ont été reçus le 4 décembre au ministère des Affaires étrangères, qui a, selon eux, écarté leurs craintes sur un départ de 200 à 300 salariés (soit un tiers des effectifs). Il nous a été dit que la nouvelle entité serait « extrêmement majoritairement publique », écrivent-ils, estimant qu'une holding « non entièrement publique sera source de problèmes et risque de déstabiliser l'audiovisuel extérieur français ».



France 2

Cinq syndicats votent un droit d'alerte sur le projet de réforme

Cinq syndicats de France 2 (SNJ-CGT, SNRT-CGT, CFDT, SNJ et CFE-CGC) ont voté un droit d'alerte pour dénoncer « l'absence d'information » sur le projet de réforme du groupe France Télévisions présenté au comité d'entreprise de la chaîne par le président de France Télévisions Patrick de Carolis. Il souhaite lancer plusieurs chantiers en 2008 en vue d'une réforme visant à « moderniser et harmoni-



ser » le groupe audiovisuel qui compte 11 000 salariés, avec un statut unique aux différentes chaînes (France 2, France 3, France 4, France 5 et RFO). « M. de Carolis nous présente la réforme petits bouts par petits bouts mais on ne sait pas où on va, notamment si ce projet aura des conséquences sociales... Hors il y en aura sûrement », affirme Alain Vernon, élu SNJ-CGT.

Presse

Sarkozy « évacue le problème » de l'indépendance

Dans un entretien paru jeudi dans le *Nouvel Observateur*, le président de la République se défend de toute « mainmise » sur les médias et affirme que la presse est « globalement de gauche » et a été « globalement opposée » à sa candidature. « Quant à TFI que dirige Martin Bouygues, qui est l'un de mes meilleurs amis, qui peut dire que cette chaîne a fait mon élection ? », demande-t-il, ajoutant : « Réjouissez-vous que des industriels investissent dans la presse plutôt qu'elle appartienne à des fonds de pensions anglo-saxons ». « Ce sont encore des déclarations péremptoires énoncées comme des évidences sans preuves. Ça ferait plutôt sourire, si ce n'était pas aussi grave », a réagi la Secrétaire générale du Syndicat national des journalistes CGT, Dominique Candille. « C'est une façon d'évacuer le problème de l'indépendance des rédactions », a-t-elle jugé, rappelant que la ministre de la Culture, « Christine Albanel, (avait) déjà dit et redit qu'il n'y avait pas de problèmes d'indépendance, donc qu'il n'y avait pas besoin de loi » pour protéger les rédactions. « Une presse indépendante n'est pas forcément une presse de gauche. Il faut que les journalistes puissent donner toutes les informations sans censure, autocensure ou pression », a-t-elle ajouté. Elle souligne que le SNJ-CGT ne « se réjouissait pas » de la montée en puissance des industriels dans le secteur, jugeant « grave que la presse devienne un lieu d'investissement fructueux, un marché comme un autre ».



Chiffres du chômage

Le calcul cynique du gouvernement

Avec la publication le 11 décembre des statistiques trimestrielles sur le taux de chômage par l'Insee, le gouvernement a, une fois de plus, pu s'adresser au satisfecit à bon compte. Pour la première fois depuis 5 ans, le taux de chômage en métropole au sens du BIT est en effet passé sous la barre symbolique des 8 % (soit 2,2 millions de personnes). Il s'établit par ailleurs à 8,3 % de la population active française, DOM compris. Y a-t-il pour autant de quoi se féliciter comme le fait Christine Lagarde de « cette amélioration sensible du marché du travail » ? Rien n'est moins sûr. Car pour ce qui concerne les temps partiels subis, les millions de personnes cantonnées à des emplois au rabais, que nous apprend l'Insee ? Sans surprise, note la CGT dans un communiqué, leur nombre augmente depuis 2006, soit depuis le début de la baisse du chômage. Aujourd'hui, 1,4 million de personnes sont en situation de sous-emploi et représentent 5,6 % des personnes ayant un emploi contre 4,7 %



en 2003. De plus, chaque mois, le nombre de personnes radiées des fichiers de l'Anpe suite à un contrôle est en hausse constante : près de 17 000 personnes ont ainsi été radiées pour le seul mois d'octobre dernier, soit une hausse de 23 % sur un an. Alors que la croissance est en berne et que le rythme des créations d'emploi s'est ralenti, le gouvernement semble pourtant bel et bien avoir trouvé la formule magique, pour atteindre les 5 % de chômage d'ici à 2012, comme l'a promis Nicolas Sarkozy. C'est en misant sur les radiations et les emplois précaires ou au rabais (7 embauches sur 10 sont à l'heure actuelle des CDD), que le gouvernement compte faire baisser le chômage. La CGT s'oppose à ce calcul cynique. Afin que la situation s'améliore réellement sur le marché du travail, la CGT revendique une politique offensive en faveur de la hausse du pouvoir d'achat afin de favoriser la consommation et une offre d'emploi de qualité.

Livret A

Les syndicats lancent une campagne pour sa sauvegarde

Nicolas Sarkozy a ouvert mardi dernier la voie à un élargissement sous « conditions » de la distribution du Livret A à l'ensemble des banques françaises, mesure exigée par Bruxelles au nom de la libre concurrence mais jusqu'ici refusée par Paris. L'intersyndicale du secteur semi-public et financier, des associations et des élus communistes et républicains ont annoncé jeudi le lancement d'une « grande campagne nationale » pour la sauvegarde du Livret A et la défense des missions de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Produit d'épargne défiscalisé à taux réglementé, le Livret A est actuellement commercialisé par les seules Caisses d'Épargne et Banque Postale. La Caisse des Dépôts centralise et utilise ses fonds pour des prêts avantageux et à long terme aux organismes HLM. La CGT (lire le communiqué : www.cgt.fr) avec ses fédérations CGT Banque-Assurance (Fspba), des Finances et des Agents des Postes et Télécommunications (Fapt) appelait à un rassemblement unitaire et interprofessionnel au siège de la Caisse des Dépôts et Consignations jeudi dernier contre cette banalisation du Livret A.



Retraite

Pour 57 % des « quinquas », le plus tôt sera le mieux

Voilà une enquête intéressante à la veille d'une année 2008 où vont se discuter des mesures d'allongement de la durée d'activité. Plus de la moitié (57,3 %) des Français de 50 à 64 ans encore en activité souhaitent prendre « le plus rapidement possible » leur retraite, une proportion qui situe la France au-dessus de la moyenne (46 %) des dix pays européens dans lesquels l'Insee a mené une enquête rendue publique jeudi 13 décembre. Les salariés français ne se sentent pas en plus mauvaise santé que leurs voisins européens, selon cette étude, mais la proportion de salariés qui se déclarent « satisfaits » de leur travail est inférieure aux autres pays.



Quelque 88,7 % de ces salariés se déclarent « satisfaits », contre 93,4 % en Allemagne, 92,6 % en Espagne ou 88,9 % en Italie. De même, « les Français sont plus nombreux que la moyenne à faire état d'une faible reconnaissance de leur travail, reconnaissance financière ou non : absence de soutien dans les situations difficiles, absence de reconnaissance pour le travail accompli, salaire jugé correct un peu moins fréquemment que dans l'ensemble des dix pays considérés », note l'Insee. Dès lors, on voit bien que notre pays est vraiment très loin de rattraper ses retards multiples concernant le taux d'emploi très faible des salariés les plus âgés.

Alitalia

Les syndicats menacent d'un mouvement dur pendant les fêtes

Les trois principaux syndicats de la compagnie aérienne italienne Alitalia ont menacé vendredi d'un mouvement de protestation dur pendant les fêtes si le gouvernement ne les informe pas des projets des candidats à la reprise du groupe. « Si le gouvernement désigne le repreneur d'Alitalia sans nous communiquer préalablement le contenu des plans industriels, la réaction sera dure, même très dure, dans la forme, la durée et sans préavis », a averti le secrétaire national du syndicat Filt-Cgil, Mauro Rossi lors d'une conférence de presse. « Les syndicats ont le droit de savoir quel sera le destin des salariés. Nous n'accepterons pas que les jeux soient faits d'avance », a déclaré Andrea Cavola, du syndicat Sdl.



Confédération Syndicale Internationale

Les syndicats s'engagent sur les « emplois verts »

Les syndicats du monde entier, réunis pour trois jours à Washington la semaine dernière, se sont engagés à promouvoir les emplois verts dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Cette assemblée à laquelle participait le Secrétaire général de la CGT a réaffirmé l'engagement syndical sur le changement climatique, alors que se tenait à Bali la conférence de l'ONU sur le changement climatique, dont l'objectif est de définir le cadre et le calendrier des négociations sur le futur régime de lutte contre le réchauffement. Les syndicats ont approuvé une initiative visant à promouvoir un calendrier sur les « emplois verts »,



avec le programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation Internationale du Travail. « Les impacts sur le social et l'emploi de ce défi énorme doivent être au centre de l'effort mondial, afin de s'assurer un soutien public massif qui est nécessaire », a déclaré le Secrétaire général de la CSI, le Britannique Guy Ryder. « Nous devons aussi débloquer un investissement suffisant pour les millions d'emplois verts qui peuvent et doivent être créés. L'inaction comme une action insuffisante sur le changement climatique auraient des conséquences catastrophiques pour l'emploi et pour les sociétés, au même titre que pour la planète », a-t-il ajouté.

Éducation

Grandes manœuvres de Darcos sur les Bac pro

L'Unsen-CGT a été reçue le 4 décembre dernier par le ministre de l'Éducation nationale qui a notamment abordé son projet de réforme des Bac pro. Xavier Darcos entend transformer tous les bacs professionnels qui se préparent en deux ans après un BEP, lui-même préparé en 2 ans à la sortie de la 3^e de collège, (en tout donc 4 ans) par un cursus unique de 3 ans. Un des arguments choc et médiatique du ministre consiste à répéter que sa mesure mettrait des bacs pro à égale « dignité des autres » (bacs technologiques et bacs généraux) qui se préparent tous en 3 ans. La dignité de ces formations réside-t-elle dans la durée du cursus ? De l'avis de nombreux acteurs des communautés éducatives n'est-elle pas plutôt à rechercher dans les conditions d'études offertes aux jeunes, dans la qualité et dans la pertinence des formations qu'ils suivent ? En quoi réduire les parcours d'un an serait-il plus favorable aux élèves, dans la construction de leur qualification professionnelle, en quoi cela permettrait-il d'améliorer leur poursuite d'étude éventuelle vers l'enseignement supérieur ? Des bacs pro 3 ans sont expérimentés depuis 2001, le bilan de l'Inspection Générale est plus que réservé. Il conclut à ne mettre en place ces formations qu'avec prudence et dans le respect de critères stricts qui concernent le profil scolaire des élèves et leur motivation. Or le ministre veut généraliser à marche forcée, malgré le désaccord d'une intersyndicale très large. En fait, il y a de grandes chances que la réforme du Bac pro soit la première phase d'un vaste projet de restructuration de l'ensemble du second degré qui pourrait conduire à la fusion des 3 voies du Lycée : générale, technologique et professionnelle. Le cadre politique est loin d'être pédagogique, il est fondamentalement budgétaire : suppressions de 11 200 emplois d'enseignants cette année, 20 000 par an pendant les 4 ans qui restent de la mandature. L'élargissement de l'action est à l'ordre du jour.



Appel

Valider le test de dépistage du cancer

L'Inserm a mis au point un test de dépistage du cancer, mais celui-ci n'est pas encore validé scientifiquement. Cependant, la société Metagenex a pris l'initiative de le commercialiser sans attendre. C'est pourquoi un appel-pétition est mis en place pour informer des enjeux du test de dépistage du cancer par le sang, de sa commercialisation prématurée sous la pression des fonds



d'investissement, de la nécessité de respecter les méthodes de validation scientifique dans un souci permanent de protection des patients. Cet appel, lancé par des chercheurs, des médecins et des syndicalistes, met en évidence les interactions de la santé et du pouvoir de l'argent. Intervenir aujourd'hui est décisif pour l'avenir : www.ugict.cgt.fr